

Cote du document: EB 2019/128/R.35
Point de l'ordre du jour: 7 d) iv) e)
Date: 6 novembre 2019
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Mémoire du Président

Proposition de financement additionnel en faveur de la République fédérale du Nigeria pour le Programme de développement des filières

Numéro du programme: 1100001594

Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Nadine Gbossa
Représentante dans le pays
Division Afrique de l'Ouest et du Centre
téléphone: +39 06 5459 2891
courriel: n.gbossa@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre Mc Grenra
Cheffe
Gouvernance institutionnelle
et relations avec les États membres
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent vingt-huitième session
Rome, 10-12 décembre 2019

Pour: Approbation

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Recommandation pour approbation	1
I. Contexte et description du programme	1
A. Contexte	1
B. Description du programme initial	1
II. Justification du financement additionnel	2
A. Raison d'être	2
B. Description de la zone géographique et des groupes cibles	4
C. Composantes et activités	5
D. Avantages, coût et financement	5
III. Gestion des risques	8
A. Risques et mesures d'atténuation	8
B. Catégorie environnementale et sociale	9
C. Classement au regard des risques climatiques	10
D. Soutenabilité de la dette	10
IV. Exécution	11
A. Respect des politiques du FIDA	11
B. Cadre organisationnel	11
C. Suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication stratégique	12
D. Modifications qu'il est proposé d'apporter à l'accord de financement	13
V. Instruments et pouvoirs juridiques	13
VI. Recommandation	13

Appendices

I. Updated logical framework incorporating the additional financing
II. Updated summary of the economic and financial analysis
III. Nigeria grant: "Policy action for rural youth employment and entrepreneurship (PAYE)"
IV. Components, outcomes and activities of VCDP AF2019

Équipe d'exécution du programme

Directeur régional:	Lisandro Martin
Représentante dans le pays:	Nadine Gbossa
Responsable technique du programme:	Jonathan Agwe
Responsable des finances:	Claudio Mainella
Spécialiste climat et environnement:	Pathe Sene
Juriste:	Elisabeth Brunat Boulet

Sigles et acronymes

FA2018	Financement additionnel 2018
FA2019	Financement additionnel 2019
IAFA	Indice de l'autonomisation des femmes dans l'agriculture
UNGP	Unité nationale de gestion du programme

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République fédérale du Nigéria
Organisme d'exécution:	Ministère fédéral de l'agriculture et du développement rural
Coût total du programme:	329,5 millions d'USD
Montant du prêt initial du FIDA (2012):	47,9 millions de DTS (équivalant approximativement à 74,4 millions d'USD)
Montant du don initial du FIDA (2012):	0,3 million de DTS (équivalant approximativement à 0,5 million d'USD)
Conditions du financement initial du FIDA:	Délai de remboursement de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de 0,75% l'an
Montant du prêt additionnel du FIDA (2018):	89,1 millions d'USD
Conditions du prêt additionnel du FIDA (2018):	Conditions mixtes: 25 ans, y compris un différé d'amortissement de cinq ans à compter de la date d'approbation par le Conseil d'administration, à un taux d'intérêt fixe de 1,25% l'an et avec une commission de service de 0,75% l'an
Montant du financement additionnel du FIDA (2019):	50,0 millions d'USD
Conditions du financement additionnel du FIDA (2019):	Le prêt est accordé à des conditions mixtes, avec un intérêt sur le montant de l'encours en principal et avec une commission de service qui sera déterminée par le Fonds à la date d'approbation du prêt par le Conseil d'administration du Fonds.
Montant du financement additionnel du FIDA (action climatique):	13,7 millions d'USD
Cofinanceurs:	Gouvernement fédéral du Nigéria, gouvernements des États, autorités locales, secteur privé, entreprises, institutions financières et bénéficiaires.
Montant du cofinancement:	Prêt initial: 26,7 millions d'USD (Gouvernement fédéral, 9,9 millions d'USD; Gouvernements des États, 10,4 millions d'USD; autorités locales, 4,3 millions d'USD; bénéficiaires, 2,1 millions d'USD) Prêt additionnel (2018): total 47,805 millions d'USD (Gouvernement fédéral, 5,8 millions d'USD; Gouvernements des États, 12,4 millions d'USD; autorités locales, 0,6 million d'USD; secteur privé, 15 millions d'USD; entreprises, 2,3 millions d'USD; institutions financières, 2,0 millions d'USD; bénéficiaires, 9,7 millions d'USD).

	Prêt additionnel (2019): secteur privé, 16,6 millions d'USD; institutions financières, 1,9 million d'USD.
Conditions du cofinancement (2019):	Financement parallèle
Contribution de l'Emprunteur/bénéficiaire (2019):	Gouvernement fédéral du Nigéria, 2,5 millions d'USD; Gouvernements des États, 8,2 millions d'USD.
Contribution des bénéficiaires (2019):	11,7 millions d'USD
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement additionnel telle qu'elle figure au paragraphe 47.

I. Contexte et description du programme

A. Contexte

1. Par le présent mémorandum, le Conseil d'administration du FIDA est invité à approuver l'octroi d'un financement additionnel pour la reproduction à plus grande échelle du Programme de développement des filières (ci-après, le Programme), sous la forme d'un prêt d'un montant de 50 millions d'USD. Le financement additionnel de 2019 (FA2019) fait suite à la demande, adressée par le Gouvernement fédéral du Nigéria au FIDA, d'appuyer la reproduction à plus grande échelle du programme.
2. Le Gouvernement fédéral du Nigéria et le FIDA étaient convenus, dès la conception du programme, que ce dernier serait progressivement étendu, à mesure de la disponibilité de ressources additionnelles. Pendant le cycle de FIDA10, le Programme a été élargi de six à neuf États, et le nombre de ses bénéficiaires est passé de 45 000 à 100 000. C'est sur le cycle de financement de FIDA11 que sera alloué le financement additionnel 2019. Il augmentera la portée du Programme dans ces États, où il touchera 135 000 bénéficiaires et accentuera l'impact dans les domaines de l'action climatique, de la nutrition, du genre et des jeunes. Le but est de passer à une approche de reproduction à plus grande échelle, élargissant progressivement les succès du Programme à un nombre accru de bénéficiaires, en intégrant les enseignements tirés.
3. Le Programme est maintenant prévu pour une période de 12 ans. L'approbation par le Président du financement additionnel et l'approbation simultanée d'un report de 24 mois de la date d'achèvement du Programme, porterait cette dernière au 31 décembre 2024, et la date de clôture du prêt au 30 juin 2025.

B. Description du programme initial

4. Le Programme soutient l'ambition stratégique du Gouvernement fédéral du Nigéria consistant à mettre un terme à des années de négligence à l'égard du secteur agricole, en créant un écosystème d'agroentreprises pour résoudre deux problèmes majeurs:
 - l'incapacité du Nigéria à satisfaire les besoins alimentaires de sa population. Le pays dépense, chaque année, plus de 6 milliards d'USD en importations de produits agricoles, une situation qui menace la sécurité alimentaire du pays;
 - la crise de la productivité, ayant pour cause principale le manque d'efficacité persistant du système d'intrants et du modèle d'exploitation agricole.
5. L'objectif du Programme en matière de développement est de contribuer à accroître durablement les revenus et la sécurité alimentaire des ménages ruraux pauvres participant aux filières du riz et du manioc. L'accent est mis sur le riz et le manioc parce que ce sont des aliments de base importants pour la population nigériane et qu'il existe un immense marché potentiel pour les petits exploitants agricoles, étant donné que l'offre n'atteint pas la demande. En outre, le Gouvernement cherche à réduire la facture des importations de riz (estimée, pour le pays, à 2 milliards d'USD) et à créer des débouchés commerciaux pour le manioc, afin de tirer parti des excédents cycliques, et également d'exploiter le potentiel de création d'emplois pour les femmes et les jeunes.

6. Les résultats attendus du Programme sont les suivants: au moins 70% des petits exploitants participant au programme augmenteront leur revenu agricole d'au moins 25%; au moins 40% des ménages bénéficiaires augmenteront leur sécurité alimentaire d'au moins 25%; la prévalence de la malnutrition infantile dans la zone du programme diminuera d'au moins 20% (émaciation), 30% (insuffisance pondérale) et 10% (retard de croissance); au moins 70% des bénéficiaires feront état de l'adoption de pratiques écologiquement durables et résilientes face au climat. Grâce à un ciblage spécifique, le Programme devrait avoir des effets transformateurs sur les femmes et les jeunes.

II. Justification du financement additionnel

A. Raison d'être

7. Avec une population estimée à près de 200 millions d'habitants, le Nigéria est le plus peuplé des pays de la région Afrique. Depuis 2018, il est aussi celui qui compte le plus grand nombre de personnes extrêmement pauvres au monde. Avec 70% de ses habitants vivant dans les zones rurales et défavorisées du point de vue économique, le Nigéria est un pays clé pour la réalisation des objectifs de développement durable (ODD), en particulier l'ODD 1 (élimination de la pauvreté) et l'ODD 2 (faim zéro).
8. Les données empiriques montrent que les modèles de filières et de partenariat public-privé du Programme ont largement contribué à la participation rentable des petits exploitants aux filières du manioc et du riz. Ainsi, alors que le Programme visait une augmentation des rendements de 25%, la productivité des agriculteurs participants est passée de moins de 2 tonnes par hectare à une moyenne de 4,5 tonnes/ha pour le riz (augmentation de 125%); pour le manioc, les rendements sont passés de 15 tonnes/ha à 25 tonnes/ha (augmentation de 66%). En 2018, les agriculteurs appuyés par le Programme ont contribué pour 450 000 tonnes de riz (221,3 millions d'USD) et 654 000 tonnes de manioc (42,9 millions d'USD) au panier alimentaire et à l'économie du pays. Alors que l'objectif du programme était de vendre au moins 75% des produits agricoles, les agriculteurs participants ont été en mesure de commercialiser environ 80% de leurs produits, démontrant ainsi le succès du modèle du Programme axé sur le marché. L'augmentation impressionnante de leurs revenus (79%) a aussi contribué aux priorités nationales en matière de remplacement des importations et de sécurité alimentaire. Toutefois, alors que l'augmentation de la productivité et du marché du manioc a atteint 80%, les ventes restent limitées au marché du garri (tapioca), qui manque de la profondeur requise pour absorber les nouveaux entrants dans la filière du manioc. Le FA2019 appuiera une évaluation complète de la filière du manioc afin de concevoir des plans d'action personnalisés qui concerneront les problèmes recensés en fonction de l'avantage comparatif du Programme dans le sous-secteur du manioc.
9. Plus de 40% des groupes d'agriculteurs et de transformateurs participant au Programme sont des jeunes, qui s'engagent dans l'agriculture en tant qu'entreprise rentable, car ils obtiennent des marges bénéficiaires élevées. Certains jeunes ont accru leur productivité de plus de 100%. Tout comme les autres agriculteurs participants, ils concluent maintenant de gros contrats commerciaux avec des sociétés nationales et internationales de premier plan dans le secteur agroalimentaire.
10. Après six ans d'exécution, le Programme est reconnu aux niveaux national et international comme un exemple transformateur de partenariat public-privé dans le secteur agricole nigérian. En 2018, le Programme a été reconnu par le Conseil économique et social des Nations Unies à New York comme partenariat public-privé novateur dans le secteur de l'agriculture familiale. L'année dernière, le FIDA a remporté, avec le Programme, le prix du meilleur partenaire de développement de l'année au Nigéria. Le Programme a également été désigné cette année par la

Division Afrique de l'Ouest et du Centre du FIDA comme l'un de ses trois meilleurs projets dans le domaine du genre. Sur des milliers de programmes dans le monde entier, le Programme a été l'un des finalistes du prix 2019 pour l'impact des projets de partenariat public-privé, attribué par le Département d'État américain, pour le meilleur partenariat public-privé en matière de développement. Enfin, le Programme a également été sélectionné dans le cadre du défi de l'innovation du FIDA.

11. Avec le FA2019, la cible du Programme sera portée à un total de 135 000 bénéficiaires d'ici à 2023. Outre l'extension de la portée, le Gouvernement fédéral du Nigéria a aussi demandé au FIDA son appui pour approfondir l'approche du Programme concernant le manioc, l'action climatique, le genre, la participation des jeunes et la nutrition, pour avoir aussi un impact transformateur dans ces domaines.

Aspects particuliers relatifs aux questions que le FIDA doit transversaliser en priorité

12. Conformément aux engagements en matière de transversalisation pris au titre de FIDA11, le Programme a été classé comme:
- axé sur l'action climatique;
 - transformateur de la question du genre;
 - axé sur la nutrition;
 - axé sur les jeunes.
13. Axé sur l'action climatique: le Nigéria subit de lourdes répercussions des changements climatiques. Les moyens d'existence ruraux dépendent considérablement de la performance de ressources naturelles sensibles aux conditions climatiques, spécialement dans le secteur agricole. Le FA2018 avait fourni les ressources initiales pour l'intégration dans le Programme des pratiques agricoles climatiquement rationnelles. Le FA2019 intensifiera les activités du Programme dans les domaines de l'environnement et des changements climatiques, dans le cadre d'une stratégie systématique incluant des options d'intégration pour une croissance verte et pour la production et la transformation climatiquement rationnelles, ainsi qu'une résilience renforcée grâce au recours accru aux options d'assurance et aux mesures "de toute manière bénéfiques", et à la fourniture d'informations appropriées sur la question climatique.
14. Porteur de transformation par l'approche genrée: l'appui aux agricultrices est essentiel pour obtenir un impact transformateur dans les filières du manioc et du riz. Dans de nombreuses régions ciblées par le Programme, les femmes dominent largement le commerce au détail du riz. On estime également que les femmes des zones rurales représentent 70% de la main-d'œuvre employée dans la production et la transformation du manioc. Toutefois, elles sont les acteurs les plus vulnérables de ces filières, car elles ont difficilement accès aux actifs pertinents pour le développement desdites filières (capital, terre, ressources naturelles, information, savoirs et technologies). Avec le FA2019, le Programme entreprendra des actions de transformation pour aider les femmes à optimiser leur potentiel dans le domaine des produits alimentaires, et fera fond sur les résultats obtenus en matière d'autonomisation économique des femmes rurales et de leadership dans les instances décisionnelles. En conséquence:
- 49% des bénéficiaires du Programme seront des femmes, contre 39% à l'heure actuelle;
 - l'application du système d'apprentissage interactif entre les sexes sera renforcée, afin de donner aux bénéficiaires les moyens de briser les barrières sous-jacentes entre les sexes, qui limitent le progrès des femmes et des ménages;

- l'indice de l'autonomisation des femmes dans l'agriculture (IAFA) sera inclus dans le système de suivi-évaluation du Programme. L'étude de référence comprendra une évaluation pro-IAFA. Afin de rendre compte de la performance du financement additionnel pour le Programme concernant les aspects sexospécifiques, on évaluera des indicateurs IAFA pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes comme: i) l'autonomie dans la production et la propriété des actifs; ii) la maîtrise de l'utilisation du revenu; iii) le leadership; iv) la charge de travail;
 - la participation à l'élaboration des politiques sera renforcée dans le cadre du financement additionnel pour le Programme, et on continuera de mettre l'accent sur les points suivants: i) donner aux femmes un accès accru à la finance rurale pour qu'elles puissent participer à l'entrepreneuriat agricole; ii) améliorer l'accès à un marché plus structuré; iii) faire en sorte que les femmes aient plus facilement accès à la terre.
15. Axé sur les jeunes¹: la Politique nationale de l'emploi (2017) fait de la transformation du secteur agricole un élément essentiel pour la création d'emplois, notamment pour les jeunes. Le FA2019 a pour but d'amplifier le succès du Programme en matière de participation des jeunes et portera une attention particulière aux jeunes femmes. On prévoit qu'il aura pour complément un don axé sur les politiques qui associera, aux côtés du Gouvernement, les compétences du FIDA, de l'Organisation internationale du Travail et de l'Organisation de coopération et de développement économiques. L'objectif est de produire des données factuelles qui seront utilisées pour la participation à l'élaboration des politiques avec le Gouvernement et d'autres partenaires de développement, de manière à intensifier les approches et les investissements en faveur de l'entrepreneuriat des jeunes Nigériens et de leur emploi dans les filières agricoles.
16. Axé sur la nutrition: plus d'un tiers (36,4%) de la population du Nigeria est en situation d'insécurité alimentaire. Le FA2019 intensifiera les interventions en matière de nutrition qui prendront appui sur l'augmentation des revenus des femmes et sur leur autonomisation (spécialement la maîtrise de leurs ressources) résultant des interventions du Programme, l'expérience ayant montré que cette approche est la plus efficace et la plus efficiente. En outre, le Programme intensifiera son appui aux agriculteurs participant à la filière du manioc, ce produit constituant une riche source de glucides.
17. Enfin, le Programme élaborera une stratégie proactive d'inclusion financière. Jusqu'ici, la stratégie du Programme a consisté à faciliter les liaisons entre les bénéficiaires du Programme et les institutions financières, et à inclure des éléments généraux d'éducation en matière de finance dans les activités de formation aux compétences de gestion d'entreprise. Le programme mettra en place un programme détaillé d'éducation en matière de finance à l'intention des bénéficiaires, en plus de l'engagement avec les institutions financières.

B. Description de la zone géographique et des groupes cibles

Zone d'intervention

18. Le Programme initial prévoyait que la zone du Programme serait étendue à d'autres États à mesure que des ressources additionnelles deviendraient disponibles. À ce jour, le Programme ne concerne plus six mais neuf États (Anambra, Benue, Ebonyi, Enugu, Kogi, Nassarawa, Niger, Ogun et Taraba). Les États ont été retenus en fonction de: i) leur niveau de production; ii) la présence d'autres programmes de filières; iii) l'existence d'éléments porteurs d'un ajout de valeur (transformation). On estime à 14 millions (7% de la population totale du Nigeria) la population de la zone géographique couverte par le

¹ Voir appendice III – Résumé du don au Nigeria: "Policy action for rural youth employment and entrepreneurship (PAYE)".

Programme. Le taux moyen de pauvreté de la population dans la zone couverte est de 65,9%, et va de 51% dans l'État du Niger à 82,9% dans l'État d'Ebonyi.

Groupe cible

19. Le groupe cible principal comprend les ménages de petits exploitants ruraux participant déjà aux filières du manioc et du riz ou intéressés par une telle participation. On trouve dans ce groupe des agriculteurs possédant peu d'actifs, propriétaires ou exploitants de terres dont la superficie ne dépasse pas cinq hectares, des petits transformateurs, des négociants et des habitants de la zone participant à la fourniture des services requis. Les femmes et les jeunes ruraux constituent également des groupes cibles principaux. Le Programme cible à l'heure actuelle 100 000 bénéficiaires. Dans le cadre du FA2019, la cible du Programme augmentera, pour atteindre un total de 135 000 bénéficiaires d'ici à 2023. Le Programme prendra des mesures porteuses de transformation pour atteindre des cibles précises et répondre aux critères d'admissibilité des femmes et des jeunes. Il visera à toucher 69 000 hommes (51%) et à améliorer le ciblage genré de 66 000 femmes (49%). Au moins 150 personnes handicapées bénéficieront d'un appui stratégique.

C. Composantes et activités²

20. Le Programme demeure structuré autour de deux composantes complémentaires: i) développement des marchés agricoles, composante dans laquelle le Programme établit des liens sur un pied d'égalité entre, d'une part, les petits exploitants et les petits transformateurs et, d'autre part, les principales sociétés agro-industrielles nationales et internationales intéressées par leurs produits; ii) amélioration de la productivité des petits exploitants, composante dans laquelle le Programme appuie – en fonction de la demande – les efforts déployés par les petits exploitants et les petits transformateurs pour répondre aux normes de quantité et de qualité des acheteurs sur une base économique et durable.

D. Avantages, coût et financement

21. Avec le FA2019, le coût total combiné du Programme s'élève à 329,5 millions d'USD. Après l'approbation du FA2018, le coût total du programme s'élevait à 238,5 millions d'USD (financement original de 101,6 millions d'USD plus les 136,9 millions d'USD du FA2018). Le FA2019 proposé s'élève au total à 91 millions d'USD, comprenant 50 millions d'USD provenant du FIDA et 41 millions d'USD apportés par les cofinanceurs et les bénéficiaires. La contribution totale du FIDA s'élève maintenant à 214,0 millions d'USD. Les tableaux ci-après indiquent les grandes lignes du coût total cumulé du programme. Compte tenu du système institutionnel du Nigéria et de ses trois niveaux de gouvernement (Gouvernement fédéral, Gouvernements des États et autorités locales), la contribution de 10,8 millions d'USD au FA2019 inclut 2,5 millions d'USD représentant l'exemption de droits et taxes consentie par le Gouvernement fédéral du Nigéria.
22. Le montant total du financement additionnel du FIDA proposé au titre de l'action climatique s'élève à 13,7 millions d'USD³.

² On trouvera à l'appendice IV une description actualisée des composantes.

³ Les questions climatiques n'étaient pas intégrées à la conception originale, mais l'ont été dans le financement additionnel.

Tableau 1
Résumé du financement initial et du financement additionnel
(en milliers d'USD)

	<i>Financement initial</i>	<i>Financement additionnel</i>		<i>Total</i>
		FA 2018	FA 2019	
Prêt du FIDA	74 400	89 097	50 000	213 497
Don du FIDA	500	-	-	500
Autres cofinanceurs	-	19 300	18 520	37 820
Bénéficiaires	2 100	9 700	11 696	23 496
Emprunteur/Fonds de contrepartie	24 600	18 805	10 784	54 189
Total	101 600	136 902	91 000	329 502

Tableau 2
Financement additionnel: coût du programme par composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

	<i>Prêt additionnel du FIDA (FA2019)</i>		<i>Autres cofinanceurs, y compris le secteur privé</i>		<i>Bénéficiaires</i>		<i>Emprunteur/Fonds de contrepartie</i>		<i>Total</i>	
	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Contributions monétaires</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>
A. Développement des marchés agricoles										
Appui aux liaisons entre les filières et les marchés	15 692	49,6	5 225	16,5	9 972	31,5	728	2,3	31 617	34,7
Appui aux infrastructures de marché	9 346	28,6	13 167	40,3	1 375	4,2	8 819	26,9	32 707	35,9
Sous-total	25 038	38,9	18 392	28,6	11 347	17,6	9 547	14,9	64 324	70,7
B. Amélioration de la productivité des petits exploitants										
Appui aux organisations paysannes	4 403	94,7	128	2,8	-	-	117	2,5	4 648	5,1
Appui à la productivité des petits exploitants	17 132	94,0	-	-	349	1,91	736	4	18 217	20,0
Sous-total	21 535	94,2	128	0,6	349	1,5	853	3,7	22 865	25,1
C. Gestion et coordination du programme										
	3 427	89,9	-	-	-	-	384	10,1	3 811	4,1
Total	50 000	54,9	18 520	20,3	11 696	12,9	10 784	11,9	91 000	100

Tableau 3
Financement additionnel: coût du programme par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers d'USD)

	<i>Prêt additionnel du FIDA (FA2019)</i>		<i>Autres cofinanceurs</i>		<i>Bénéficiaires, y compris le secteur privé</i>		<i>Emprunteur/ Fonds de contrepartie</i>		<i>Total</i>	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
I. Génie civil	20 938	63,0	1 178	3,5	1 607	4,8	9 485	28,6	33 208	36,5
II. Véhicules, équipement, matériel et intrants agricoles	2 966	26,7	314	2,8	7 256	65,5	555	5,0	11 091	12,2
III. Formation, assistance technique, prestataires de services, études et ateliers	16 730	73,9	3 445	15,2	2 414	10,7	41	0,2	22 630	24,9
IV. Fonds des dons de contrepartie	5 220	26,7	13 583	69,5	419	2,1	319	1,6	19 541	21,5
V. Salaires et indemnités	3 824	97,1	-	-	-	-	114	2,9	3 938	4,3
VI. Frais de matériel de bureau et d'entretien	322	54,4	-	-	-	-	270	45,6	592	0,6
Total	50 000	54,9	18 520	20,3	11 696	12,9	10 784	11,9	91 000	100

Tableau 4
Coût du programme par composante et par année
(en milliers d'USD)

	<i>Année 2021</i>	<i>%</i>	<i>Année 2022</i>	<i>%</i>	<i>Année 2023</i>	<i>%</i>	<i>Année 2024</i>	<i>%</i>	<i>Total</i>	<i>%</i>
A. Développement des marchés agricoles										
Appui aux liaisons entre les filières et les marchés	7 403	29,5	9 004	21,6	10 433	68,2	4 777	54,1	31 617	34,7
Appui aux infrastructures de marché	13 167	52,4	17 201	41,2	2 339	15,3	-	-	32 707	35,9
Sous-total	20 570	81,8	26 205	62,8	12 772	83,5	4 777	54,1	64 324	70,7
B. Amélioration de la productivité des petits exploitants										
Appui aux organisations paysannes	1 085	4,3	1 119	2,7	1 141	7,5	1 303	14,7	4 648	5,1
Appui à la productivité des petits exploitants	2 995	11,9	13 926	33,4	902	5,9	394	4,5	18 217	20,0
Sous-total	4 080	16,2	15 045	36,1	2 043	13,4	1 697	19,2	22 865	25,1
C. Gestion et coordination du programme	483	1,9	483	1,2	483	3,2	2 362	26,7	3 811	4,2
Total	25 133	100,0	41 733	100,0	15 298	100,0	8 836	100,0	91 000	100,0

Stratégie et plan de financement/cofinancement du programme

23. Les dépenses totales sont estimées à 329,5 millions d'USD sur 12 ans. La contribution actualisée totale des cofinanceurs s'élève à 115,5 millions d'USD, répartis entre le Gouvernement fédéral du Nigéria (18,2 millions d'USD), les États fédérés (31,0 millions d'USD), les autorités locales (4,9 millions d'USD), le secteur privé (31,6 millions d'USD), les entreprises (2,4 millions d'USD), les institutions financières (3,9 millions d'USD) et les bénéficiaires (23,5 millions d'USD).

Décaissement⁴

24. Les catégories de dépenses retenues dans le financement initial seront maintenues. Les dispositions actuelles en matière de flux de fonds et de décaissement sont considérées comme efficaces et seront conservées.

Résumé des avantages et analyse économique

25. Les modèles d'entreprise utilisés dans le cadre du FA2018 demeurent valables pour le FA2019. Le taux de rentabilité économique du Programme consolidé (original, FA2018 et FA2019) est estimé à 18%. Certains investissements, en rapport avec l'intégration, ne peuvent pas être quantifiés financièrement et économiquement, mais sont importants pour l'objectif de développement global. Ils concernent notamment l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, l'intégration de la nutrition, l'inclusion financière et les activités liées aux changements climatiques.

Analyse de risque et de sensibilité

26. Le taux de rentabilité économique interne estimé est positif pour un certain nombre de simulations de risque pour les deux cultures appuyées par le programme. La valeur actuelle nette reste positive pour toutes les simulations de risque, mais: i) la réduction des avantages peut aller jusqu'à 50% en cas de sécheresse grave pendant trois années consécutives; ii) si les coûts augmentent de 10%, les avantages diminuent de 20%.

III. Gestion des risques

A. Risques et mesures d'atténuation

27. Prenant appui sur les enseignements tirés de la mise en œuvre du Programme, on a actualisé les risques pouvant menacer la bonne exécution, ainsi que les mesures d'atténuation proposées. En outre, compte tenu de l'ampleur des investissements du FIDA au Nigéria, la stratégie de gestion des risques financiers et de passation des marchés du Programme a été renforcée par des caractéristiques applicables à l'ensemble du programme de pays.

Risques inhérents:

- Mauvaise gouvernance et corruption. L'indice de perception de la corruption publié par Transparency International a attribué au Nigéria, en 2018, la note de 0,27, ce qui place le pays dans la catégorie à risque élevé. Le FIDA appuiera une participation locale accrue à la gouvernance, par la gestion des ressources locales et la responsabilisation, et renforcera la supervision de l'exécution du Programme conformément à la politique du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption.
- Conflits sociaux et politiques. Le Programme contribue à la réduction du chômage et de la pauvreté, atténuant de ce fait certains des facteurs sous-jacents de conflit. L'atténuation des conflits entre les éleveurs et les agriculteurs est également pleinement intégrée dans la stratégie de mise en œuvre du Programme.

⁴ Les précisions concernant les décaissements sont présentées à l'appendice V.

- Risques en rapport avec les stratégies et politiques sectorielles. Les activités du Programme incluent un appui au Ministère de l'agriculture pour l'examen et le plaidoyer en faveur de meilleures politiques concernant les produits du manioc.

Risques opérationnels et institutionnels:

- Manque d'efficacité dans la collaboration entre les services publics, les organisations paysannes et les organisations du secteur privé.
- Mise en œuvre médiocre de l'approche de transformation genrée. Des objectifs spécifiques de performance seront établis, notamment celui selon lequel les femmes devront constituer 49% des bénéficiaires.
- Interférence politique dans les unités de gestion du programme et capacités insuffisantes du personnel. Les clauses de l'accord de prêt du FIDA prévoient que le personnel du programme sera recruté sur une base concurrentielle, en mettant l'accent sur les compétences et l'expérience.

Gestion financière:

28. Compte tenu des risques inhérents au pays et de la taille du portefeuille en cours du FIDA, on a élaboré une stratégie actualisée de gestion des risques financiers. Cette stratégie repose sur cinq piliers: i) strict respect des procédures; ii) création, au niveau central, d'une "équipe d'appui aux programmes du FIDA"; iii) supervision et examen périodique des processus de gestion financière du Programme; iv) rapports périodiques et assurance qualité; v) formation et renforcement des capacités. L'innovation clé dans la gestion des risques financiers réside dans la révision périodique des processus de gestion financière pour s'assurer qu'ils sont conformes aux procédures. L'examen de la gestion financière sera fait par une équipe d'appui au programme et validé par le FIDA durant la supervision. L'examen périodique des processus de gestion financière permettra de repérer à un stade précoce les goulets d'étranglement ou les inefficiences, et renforcera la fonction fiduciaire au niveau du Programme et du programme de pays. Cela permettra notamment:
- de réduire les risques inhérents à la gestion financière des programmes financés par le FIDA;
 - d'accélérer les décaissements liés aux programmes considérés comme présentant un faible risque, sans compromettre le risque connexe de décaissement;
 - de réduire les contrôles ex ante et ex post faits par le FIDA, conformément à l'approche des décaissements fondée sur le risque, telle qu'elle est suivie par l'organisation.

B. Catégorie environnementale et sociale

29. Le Programme est classé dans la catégorie B des programmes, présentant, sur les plans environnemental et social, un risque d'ensemble moyen. Les impacts environnementaux potentiels sont réduits, spécifiques à chaque zone et limités à la production, aux installations de transformation du secteur agroalimentaire et aux risques liés à la construction d'infrastructures de marché. Il s'agit entre autres des routes de desserte et du développement de petits systèmes d'irrigation et de drainage, y compris la construction de puits tubulaires et de points d'eau. Des plans d'atténuation appropriés permettront de remédier aux risques potentiels ou de les réduire considérablement. Le Programme ne devrait avoir aucun impact négatif grave sur les moyens d'existence des personnes, comme l'appropriation ou la restriction involontaires de l'utilisation de la terre entraînant un déplacement physique ou économique. On n'envisage pas que le Programme puisse avoir des

effets négatifs pour les peuples autochtones ou les sites d'importance historique, religieuse ou culturelle.

30. Le risque social est élevé dans certains des États (spécialement ceux de Benue et de Taraba), en raison de conflits relatifs aux ressources foncières et des menaces connexes pour la sécurité des personnes. Le Programme intensifie les mécanismes de règlement des différends et les mécanismes d'appui pour fournir des indemnités aux agriculteurs et aux centres de transformation en cas de dommages résultant de telles situations.

C. Classement au regard des risques climatiques

31. Du point de vue climatique, la zone du programme est considérée comme présentant un risque élevé. Le groupe cible est fortement dépendant de ressources naturelles sensibles à l'évolution climatique, notamment en ce qui concerne les parcelles exploitées en agriculture pluviale. La variabilité climatique – y compris les périodes sèches inattendues pouvant résulter de précipitations et de températures imprévisibles – peut affecter l'impact, la durabilité et le retour sur investissement des sous-programmes. Les prévisions concernant les changements climatiques futurs semblent indiquer que les zones du programme connaîtront des fluctuations des températures et des précipitations imputables à la variabilité accrue du climat. Cela donne à penser qu'une augmentation des périodes de sécheresse pendant la saison des pluies et des précipitations pendant la saison sèche serait possible. L'intensité accrue des précipitations, combinée au défrichement des terres, augmente le risque de ruissellement de surface, d'érosion et de glissements de terrain, ainsi que le risque de dommages aux infrastructures routières. L'augmentation de la production représente en outre un risque accru d'utilisation du bois de feu, avec les émissions de gaz à effet de serre associées à la déforestation et à la dégradation des forêts et aux déchets forestiers.
32. Le FA2019 poursuivra l'intégration des mesures de résilience face aux changements climatiques par des programmes de renforcement des capacités dans les stratégies agricoles climatiquement rationnelles, une collaboration étroite avec les institutions de vulgarisation et de surveillance météorologique/climatique pour obtenir des informations agroclimatiques régulières, et l'utilisation de variétés de cultures appropriées. Le Programme investit également dans l'infrastructure de marché pour améliorer la résilience. En outre, les émissions de gaz à effet de serre résultant de la déforestation (utilisation du bois comme combustible pour la transformation) seront réduites. Le FA2019 investira dans des infrastructures d'énergie propre, notamment la conversion des effluents issus de la transformation du manioc en biogaz, de la pelure de manioc en aliments pour animaux et des balles de riz en briquettes. Il encouragera également l'utilisation du gaz de pétrole liquéfié dans la transformation. L'assurance fondée sur des indices météorologiques, destinée à couvrir les pertes dues aux inondations, sera renforcée afin d'améliorer la résilience des bénéficiaires.

D. Soutenabilité de la dette

33. Le niveau du ratio dette/PIB du Nigéria, bien que plus élevé qu'au cours de la décennie précédente, demeure relativement faible par rapport à d'autres économies aux marchés pionniers. Toutefois, l'espace budgétaire du Nigéria est en situation de risque. Les scénarios de contraintes confirment la vulnérabilité de la dette publique face à un scénario de croissance faible, et un vaste déficit primaire. L'augmentation du niveau de la dette publique du Nigéria s'est poursuivie en 2018. Avec les politiques actuelles, les besoins de financement du Nigéria à moyen terme représenteront, en moyenne, environ 7% du PIB. Les pressions financières sont principalement dues au paiement des intérêts, qui devraient, selon les projections, se rapprocher des 75% des recettes de l'État fédéral en 2024, en hausse par

rapport aux 60% de 2018⁵. Dans le même temps, les prévisions économiques montrent que les ressources publiques propres du Nigéria ne sont pas suffisantes pour faire face aux nombreux défis auxquels le pays doit répondre en tant que pays le plus grand de la région, notamment les troubles violents dans beaucoup de régions du pays et de graves difficultés économiques.

IV. Exécution

A. Respect des politiques du FIDA

34. Le Programme est conforme au programme d'options stratégiques pour le pays 2015-2021 pour le Nigéria, ainsi qu'au Cadre stratégique du FIDA 2016-2025 et à ses politiques institutionnelles, telles qu'elles sont énoncées dans: i) la Stratégie de collaboration avec le secteur privé 2019-2024; ii) la Politique relative aux entreprises rurales, 2004; iii) les Directives opérationnelles révisées relatives au ciblage, 2019; iv) les Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique, 2017; v) la Politique en matière de finance rurale, 2009; vi) le Plan d'action FIDA nutrition 2019-2025 pour l'intégration de l'enjeu nutritionnel au FIDA; vii) le Plan d'action en faveur des jeunes ruraux, 2019-2021; viii) la Politique du FIDA relative à la restructuration des projets, 2018.

B. Cadre organisationnel

Gestion et coordination

35. Le Programme intervient par l'intermédiaire du Ministère fédéral de l'agriculture et du développement rural, et des Ministères de l'agriculture des États. La responsabilité d'ensemble de l'exécution du programme incombe au ministère fédéral, qui délègue à l'unité nationale de gestion du programme (UNGP) la charge de la mise en œuvre et de la coordination courantes du programme. L'UNGP fournit un appui technique et assure la coordination des relations avec le Ministère fédéral des finances, représentant de l'Emprunteur. Le comité de pilotage du programme (CPP) relevant du Ministère fédéral de l'agriculture et du développement rural, présidé par le Secrétaire permanent, assure la surveillance et fournit des orientations à l'UNGP. Une équipe consultative de programme de pays fournira des services à tous les programmes financés par le FIDA au Nigéria. Les services d'appui concerneront les compétences spécifiques dans les domaines de la gestion financière et de la passation des marchés, ainsi que les questions concernant le genre et la jeunesse, la nutrition, l'adaptation aux changements climatiques et l'environnement, et l'inclusion financière. Le financement de l'équipe consultative proviendra des programmes existants du FIDA, au moyen d'un plan de travail et budget annuel approuvé par le CPP et le FIDA. Au niveau des États, l'exécution courante du Programme relève de l'unité de gestion du programme de chaque État.

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

36. Le Ministère des finances est le représentant officiel de l'Emprunteur. Le contexte du contrôle financier dans le Programme est relativement solide en ce qui concerne les contrôles clés. La dotation actuelle en personnel des unités financières, au niveau fédéral et à celui des États, est suffisante. Globalement, la séparation des fonctions est adéquate. Le Programme continuera d'utiliser la comptabilité de caisse. Dans sa principale recommandation, le FIDA préconise que le Programme améliore la gestion budgétaire, qui est une fonction de contrôle essentielle. Le système de comptabilité "flexible" utilisé par le Programme, et dont la mise au point a été appuyée par le Gouvernement et la Banque mondiale, est également en cours d'adaptation pour le rendre plus efficace quant à l'établissement automatisé des rapports.

⁵ Fonds monétaire international, Rapport sur le pays n° 19/92: 2019 Article IV Consultation Press Release, Staff Report and Statement by the Executive Director for Nigeria.

37. Audit externe. Au fil des années, le Bureau du Vérificateur général des comptes de la Fédération (OAGF) a renforcé sa capacité de réaliser des audits de projets financés par des partenaires de développement tels que le FIDA, et sa performance est désormais satisfaisante. L'OAGF continuera à réaliser l'audit statutaire du Programme, mais la fonction d'audit interne sera également renforcée.

Passation des marchés

38. Selon l'évaluation des dépenses publiques et de la responsabilité financière, l'accès public aux informations sur la passation des marchés et la gestion des plaintes en matière de passation des marchés présentent, du point de vue du pays, un risque élevé. En conséquence, la passation des marchés pour le Programme est conforme aux procédures nationales, dans la mesure où celles-ci sont compatibles avec les directives en la matière adoptées par le Conseil d'administration du FIDA, qui permettent l'utilisation des systèmes nationaux durant l'exécution du programme. Le responsable de la passation des marchés veillera à ce que les achats soient effectués conformément aux directives établies. Chaque plan de passation des marchés précisera, entre autres, la méthode utilisée pour chaque contrat, le seuil et les préférences applicables.

C. Suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication stratégique

39. À chaque niveau d'impact/d'effet/de produit, des indicateurs sont intégrés dans le cadre de suivi des résultats du Plan national d'investissement agricole du Nigéria. L'IAFA sera également intégré dans le système de suivi-évaluation du Programme. Les données et les analyses seront ventilées par sexe et par groupe d'âge. L'UNGP et les unités de gestion du programme des États sont chargées d'actualiser le système de planification, de suivi et d'évaluation dans les six mois suivant la mise en œuvre du Programme, afin d'y inclure les nouveaux indicateurs prévus dans le financement additionnel, en consultation avec les parties prenantes au Programme. Le système de planification, de suivi et d'évaluation fait partie d'un système intégré d'information, de gestion des savoirs et de communication.
40. Produits du savoir et processus d'apprentissage du Programme. Le Programme continuera de regrouper des informations à l'intention des diverses parties prenantes (brochures, études, articles, bulletins d'information et programmes TV/radio). En outre, le Programme mobilisera l'équipe de gestion du programme de pays pour le Nigéria en tant que mécanisme d'apprentissage et d'échange de savoirs entre les programmes appuyés par le FIDA et entre ces derniers et d'autres programmes exécutés dans le pays.

Innovations et reproduction à plus grande échelle

41. La principale innovation du Programme est la mise au point d'une approche novatrice de développement des filières, fondée sur un partenariat public-privé-producteurs (4P) et axée sur le marché. Elle appuie les liens entre les agriculteurs organisés (au sein d'organisations paysannes) et les acheteurs privés. L'un des facteurs clés pour le choix des organisations paysannes est le potentiel de liaison avec des acheteurs fiables. Le Programme mettra en place des plateformes d'alliance par produit fondées sur un partenariat public-privé-producteurs au niveau des États, avec des représentations au niveau des zones relevant des autorités locales. Les plateformes d'alliance par produit réunissent des organisations paysannes, le secteur privé et des acteurs publics et visent à faciliter les relations commerciales entre les agriculteurs et le secteur privé, mettre en liaison les acteurs des filières et les facilitateurs pour les partenariats et l'accès aux services, plaider en faveur de politiques favorables pour tous les acteurs des filières, et promouvoir le règlement des différends.
42. Le potentiel de reproduction à plus grande échelle du modèle du Programme a été démontré par la demande du Gouvernement d'élargir le programme grâce à un financement additionnel, par l'adoption d'un modèle d'acheteur du Programme

pour d'autres produits et d'autres lieux, et par la promotion des plateformes d'alliances par produit dans d'autres États, y compris les États du Nord.

D. Modifications qu'il est proposé d'apporter à l'accord de financement

43. Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration, l'accord de financement du Programme sera modifié pour: i) inclure les ressources additionnelles; ii) reporter de deux ans la date d'achèvement du Programme et la date de clôture du prêt. Aucune nouvelle catégorie de dépenses ne sera créée.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

44. Un accord de financement entre la République fédérale du Nigéria et le FIDA constituera l'instrument juridique aux termes duquel le financement additionnel proposé sera consenti à l'Emprunteur. L'accord de financement signé sera modifié après l'approbation du financement additionnel.
45. La République fédérale du Nigéria est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
46. Je certifie que le financement additionnel proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation

47. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement additionnel proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République fédérale du Nigéria un prêt à des conditions mixtes d'un montant de cinquante millions de dollars des États-Unis (50 000 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Gilbert F. Hougbo
Président

Updated logical framework incorporating the additional financing

Results hierarchy	Indicators					Means of verification			Assumptions/notes
	Name	Baseline	Midterm	Original target	End target	Source	Frequency	Responsibility	
Outreach	Number of individuals receiving programme services (men/women)	0	34,957	53,480 ⁶	135,000 ⁷ (F- 66,150 M-68,850)	VCDP reports, SM Reports, mid-term review (MTR), PCR, Baseline	Periodic, Annual	NPMU	Farmer Organizations are functional
	Corresponding number of households reached CORE 1a	0	34,957	53,480	135 000		Periodic, Annual	NPMU	Farmer Organizations are functional
	Estimated corresponding total number of household members CORE 1.b	0	351,636	320,880	810 000		Periodic, Annual	NPMU	Farmer Organizations are functional
Programme goal Rural poverty reduced and accelerated economic growth achieved on a sustainable basis	Percentage reduction in households below the poverty line (International Poverty Line of US\$ 2 /day)	69 (per cent household (HH) below poverty line)	NA – until Impact is assessed	15per cent	40per cent	Progress Reports, SM Reports, MTR, PCR, Baseline	Twice in programme life	NPMU	Government supports the import substitution policy on cassava and rice value chains
	Percentage reduction in length of lean/hungry season, increased number and quality of meals a day by at least 25per cent	0	NA – until Impact is assessed	0	40per cent	Progress Reports, SM Reports, MTR, PCR, Baseline	Twice in programme life	NPMU	Government supports the import substitution policy on cassava and rice value chains
	No of persons reporting improved knowledge, attitudes and practices on nutrition segregated by gender CORE 1.2.8	NA	NA- New indicator (AF2019)	NA	94,500 (70per cent of 135,000)	SM reports, Impact Survey. PCR.	Periodic, Annual	NPMU	Implementation is not hampered by insecurity.
Development objective Incomes and food security of poor rural HH engaged in rice and cassava value chains in targeted LGAs enhanced	per cent of VCDP supported beneficiaries (women and men smallholder farmers, processors and	0per cent	53per cent beneficiaries increased their income by 74per	50per cent	70per cent	Baseline, SM reports, Impact Survey. PCR.	Periodic, Annual	NPMU	Government supports the import substitution policy on cassava and rice value chains

⁶ 45,000 Producers, 7,680 processors and 800 traders, which is 53,480 direct HH beneficiaries or 320, 880 at 6 persons/HH

⁷ 121,000 producers, 14 000 processors and traders, which is 135,000 direct HHs beneficiaries (out of which 49per cent of women) or 810,000 persons at 6 persons/HH

Results hierarchy on sustainable basis	Indicators					Means of verification			Assumptions/notes
	Name	Baseline	Midterm	Original target	End target	Source	Frequency	Responsibility	
	marketers) that have increased their real agricultural income (by average 25per cent)		cent						
	per cent Increase in number of assets owned by men and women (asset index)	0per cent	NA – until Impact is assessed	10per cent	15per cent	Baseline, SM reports, Impact Survey. PCR.	Periodic, Annual	NPMU	Government supports import substitution policy
	per cent Reduction in the prevalence of child malnutrition (stunting, wasting, underweight)	NA	NA – until Impact is assessed	25per cent	Stunting 10per cent Wasting 20per cent Underweight 30per cent	Baseline, SM reports, Impact Survey. PCR.	Periodic, Annual	NPMU	Availability of complementary health services. External shocks do not have a negative impact on nutrition status and programme inputs
Outcome 1.1: Increased value addition and access to markets realized by men and women beneficiary smallholder farmers as well as small and medium-scale processors									
	No of supported rural men and women led enterprises or smallholders reporting an increase in profit – Core 2.2.2	0	32,000	40,000	94 500 (70per cent of 135,000)	Off-takers data, VCDP report	Periodic, Annual	NPMU	Government supports import substitution policy Interest of off-takers to engage with farmers
	No. of targeted men and women farmers and processors accessing formal financial services ⁸	NA	NA – New indicator	NA	108 000 (80per cent of 135,000)	Off-takers data, financial institutions report, VCDP Report	Periodic, Annual	NPMU	Financial products adapted to target groups Conducive environment for agricultural finance
	No (and per cent) of farmers formally linked with off-takers (disaggregated for rice and cassava)	NA	NA – New indicator	NA	84,700 (70per cent of 121,000 farmers)	Off-takers data, VCDP report	Periodic, Annual	NPMU	Conducive policy and business environment for VC actors
Outcome 1.2: Demand-						VCDP Reports, SM mission	Periodic,	NPMU	Service providers, improved

⁸ Formal financial services include here services from formal financial institutions as well as loans by off-takers to smallholder farmers (in cash or kind) and mobile money payments by off-takers

Results hierarchy	Indicators					Means of verification			Assumptions/notes
	Name	Baseline	Midterm	Original target	End target	Source	Frequency	Responsibility	
driven infrastructure investments for access to markets realized and managed by beneficiary organizations	No of market, processing or storage facilities constructed or rehabilitated – CORE 2.1.6	0	129 (27 market facilities and 102 stores)	618 ⁹	1,270 ¹⁰	reports	Annual		processing technologies available
Outcome 2.1: Targeted FOs in effectively serve members	No of producer organizations members reporting new or improved services provided by their organization ⁸ CORE 2.2.4	0	1,748	2,250	5,670 (90per cent of 6,300 FOs)	VCDP Reports, SM reports, Impact Survey, PCR	Periodic, Annual	NPMU	Presence and interest of input dealers, off-takers, financial institutions to provide the services
	No of producer organizations supported CORE 2.1.3	558	1,748	2,250	6, 300	VCDP Reports, SM reports, Impact Survey, PCR	Periodic, Annual	NPMU	Availability of skilled service providers
Outcome 2.2: Production and productivity of men and women smallholder rice and cassava farmers in the Programme areas increased (MT)	per cent Increase in yields for rice produced by targeted smallholders (per cent men, per cent women, per cent youths)	2MT/ha	125per cent (4.5MT) ⁶	4MT (100per cent)	Rainfed (4 MT (100per cent) Irrigated (6MT 200per cent)	VCDP Reports, SM reports, Impact Survey, PCR	Periodic, Annual	NPMU	Yield enhancing varieties are available
	per cent increase in cassava yield produced by targeted smallholders ((per cent men, per cent women, per cent youths))	10MT/ha	150per cent (25MT)	20MT (100per cent)	30MT (200per cent)		Periodic, Annual	NPMU	Yield enhancing varieties are available
	No. of beneficiaries adopting sustainable and climate resilient practices (per cent men, per cent women, per cent youths)	0	35,538 (13,860 females; 21,678 males)	NA	94,500 = 70per cent of 135 000		Periodic, Annual	NPMU	Policy support to adaptation; Agricultural insurance schemes are available.

⁹ 618 comprise of 60 markets, 108 processing centres and 450 commodity stores/bulking centres.

¹⁰ 1,270 comprise of 60 markets, 195 processing centres and 1,015 commodity stores/bulking centres.

⁶ Not segregated accordingly to gender.

Updated summary of the economic and financial analysis

Table A
Financial cash flow models

A)		Enterprise models' net incremental benefits (in Naira)			
		Production		Processing	
		Rice	Cassava	Rice	Cassava tuber Garri
	PY1	(230,000)	(350,000)	(1,063,542)	(633,054)
	PY2	73,632	75,588	199,757	235,463
	PY3	77,808	78,198	592,595	475,821
	PY4	77,808	78,198	985,433	716,179
	PY5	77,808	78,198	985,433	716,179
	PY6	77,808	78,198	985,433	716,179
	PY7	77,808	78,198	985,433	716,179
	PY8	77,808	78,198	985,433	716,179
	PY9	77,808	78,198	985,433	716,179
	PY10	77,808	78,198	985,433	716,179
	PY11	77,808	78,198	985,433	716,179
	PY12	77,808	78,198	985,433	716,179
	PY13	77,808	78,198	985,433	716,179
	PY14	77,808	78,198	985,433	716,179
	PY15	77,808	78,198	985,433	716,179
	PY16	77,808	78,198	985,433	716,179
	PY17	77,808	78,198	985,433	716,179
	PY18	77,808	78,198	985,433	716,179
	PY19	77,808	78,198	985,433	716,179
	PY20	77,808	78,198	932,157	716,179
IRR		33%	22%	57%	72%
NPV (9.6%)		396,598	291,469	5,793,313	4,453,662

Table B: Programme costs and logframe targets

B)					
PROGRAMME COSTS AND INDICATORS FOR LOGFRAME					
TOTAL PROGRAMME COSTS (in million USD)			330	Base costs	330
Beneficiaries	810,000	people	135,000	Households (But adoption rate is 80%)	135,000
Cost per beneficiary	407	USD x person		2,441	USD x HH
Components and Cost (USD million)		330			
Agricultural Markets Development		186			
Smallholder Productivity Enhancement		109			
Programme Management and Coordination		34			

Table C: Main assumptions and shadow prices

c)				
MAIN ASSUMPTIONS & SHADOW PRICES ¹				
FINANCIAL	Output		Yields (Annually)	Price (Naira)
	Rice- without project	kg	4,100	31,150
	Rice- with project	kg	6,000	31,150
	Cassava Garri-without project	kgs	12,179	89,000
	Cassava Garri-with project	kgs	20,000	89,000
ECONOMIC	Official Exchange rate (OER)	USD/Naira	305	
	Shadow Exchange rate (SER)	USD/Naira	341.0815	
	Standard Conversion Factor		0.894214433	
	Labour Conversion factor 3		0.5215	

**Table D
Beneficiary adoption rates and phasing**

	Design Target	End Target of HH members at 6 persons per HH by AF 2018	End Target of HH members at 6 persons per HH by AF 2019	Adoption rate	End Target of HH members at 6 persons per HH by AF 2019 after applying adoption rate
# Beneficiaries receiving programme services					
15,000 Producers, 1,680 processors, 800 traders, which is 17,480 direct HH beneficiaries or 104,880 persons at 6 persons/HH	# 17,480				
End target AF1: 91,000 producers, 8,000 processors, 1,000 traders, which is 100,000 direct HHs beneficiaries or 600,000 persons at 6 persons/HH	#	100,000			
End target AF2: 121,000 producers, 14,000 processors and traders, which is 135,000 direct HHs beneficiaries (out of which 49% of women) or 810,000 persons at 6 persons/HH	#		135,000	0.80	108,000
Estimated corresponding total number of households is 135,000 direct HHs or 810,000 persons	# 104,880	600,000	810,000	0.80	648,000

**Table E
Economic cash flow**

Project year	OVERALL ECONOMIC ANALYSIS (Naira '000)						Total Incremental Benefits	Total Incremental Costs	Cash flow
	INCREMENTAL BENEFITS								
	Rice production	Cassava production	Rice Processing	Cassava Processing	Road efficiency gains				
PY1	(3,004,416)	(3,360,000)	(1,072,051)	(427,057)	0	(7,863,523)	1,052,250	(6,811,273)	
PY2	651,475	1,048,711	497,260	238,527	243,597	2,675,570	8,006,250	(5,326,680)	
PY3	967,929	1,073,767	497,260	238,527	277,748	3,055,231	8,936,500	(5,881,269)	
PY4	1,224,249	1,500,967	497,260	238,527	346,100	3,807,103	20,912,423	(17,105,319)	
PY5	1,480,569	1,500,967	497,260	238,527	371,732	4,089,055	9,842,644	(5,753,589)	
PY6	(13,229,165)	(4,791,833)	(3,535,693)	(3,368,020)	(2,292,471)	(25,217,182)	9,208,220	(16,008,962)	
PY7	(714,816)	(2,694,412)	634,117	445,181	(232,999)	(2,562,923)	11,646,736	(14,209,659)	
PY8	8,200,335	6,173,121	3,172,103	1,521,605	1,906,716	20,973,880	4,160,375	16,813,505	
PY9	10,131,932	7,077,633	3,172,103	1,521,605	2,190,327	24,093,600	2,026,041	22,067,559	
PY10	11,943,260	7,932,033	3,172,103	1,521,605	2,456,900	27,025,901	255,632	26,770,269	
PY11	15,053,276	8,786,433	3,172,103	1,521,605	2,853,342	31,386,759	255,632	31,131,127	
PY12	16,078,556	9,640,833	3,172,103	1,521,605	3,041,310	33,454,407	255,632	33,198,775	
PY13	16,078,556	9,640,833	3,172,103	1,521,605	3,041,310	33,454,407	255,632	33,198,775	
PY14	16,078,556	9,640,833	3,172,103	1,521,605	3,041,310	33,454,407	255,632	33,198,775	
PY15	16,078,556	9,640,833	3,172,103	1,521,605	3,041,310	33,454,407	255,632	33,198,775	
PY16	16,078,556	9,640,833	3,172,103	1,521,605	3,041,310	33,454,407	255,632	33,198,775	
PY17	16,078,556	9,640,833	3,172,103	1,521,605	3,041,310	33,454,407	255,632	33,198,775	
PY18	16,078,556	9,640,833	3,172,103	1,521,605	3,041,310	33,454,407	255,632	33,198,775	
PY19	16,078,556	9,640,833	3,172,103	1,521,605	3,041,310	33,454,407	255,632	33,198,775	
PY20	16,078,556	9,640,833	3,118,401	1,521,605	3,035,939	33,395,334	255,632	33,139,702	
NPV @ 14% (Naira 000)							15,751,156		
NPV @ 14% (USD 000)							51,643		
ERR							18%		

Table F
Sensitivity analysis

F)		
SENSITIVITY ANALYSIS (SA)		
	IRR	NPV (naira 000)
base scenario	18%	15,751,156
costs +10%	17%	11,554,258
costs +20%	16%	11,554,258
costs +50%	13%	(5,233,333)
benefits +10%	19%	21,523,170
benefits +20%	20%	27,295,183
benefits -10%	17%	9,979,143
benefits -20%	15%	4,207,129
benefits -50%	10%	(13,108,911)
Benefits lag by two years	17%	15,594,821
climate change events affecting outputs several times during the project lifetime	13%	(2,800,493)
Rice and cassava prices drop by 10%	16%	6,734,913
If costs increase by 10% and benefits drop by 20%	13%	(4,170,508)

Nigeria grant: “Policy Action for Rural Youth Employment and Entrepreneurship (PAYE)”

Background/relevance

1. The Nigeria population is estimated at 193 million people with youth (15-34) accounting for 44 million of the labour force. Nigeria is home to the largest population in the region and by implication the largest number of youth. The majority of youth lives in rural areas. The National Bureau of Statistics (NBS) classified that more than 50 per cent of Nigeria's young people are either unemployed or underemployed. In addition, ILO estimates that some 60 per cent of young people in Nigeria are in working poverty. According to the Brookings Institute, women accounted for more than 50 percent of unemployed youth in Nigeria. The Government and development partners are increasing their support to rural youth for poverty reduction, employment generation and food and nutrition security. Preliminary data shows that while the aim is to create decent jobs for rural youth, most of the youth end up in subsistence activities, working in low valued added segments of the food value chain. Empirical evidence of successful youth initiatives exists, but is insufficient to address youth unemployment and underemployment. This project will support the GoN and development partners to leverage experience and collect data and evidence to identify the key factors that enable rural youth to move away from subsistence activities to successful agro-entrepreneurship and decent wage employment in agricultural value chains.
2. The Project will specifically contribute to IFAD's Priority Areas for its 2019-21 grants programme namely: by providing opportunities for youth, production for food security, nutrition and income generation; gender equality and women's empowerment; and business opportunities and partnership with the private sector. The Project is also consistent with IFAD's objectives to: (i) promote innovative, pro-poor approaches and technologies with the potential to be scaled up for greater impact; and (ii) strengthen government and partners' institutional and policy capacities. Further, it will define proven approaches to sharpen VCDP engagement in youth, enhance IFAD's policy engagement, and generate and share knowledge for development impact. Finally, it contributes to the implementation of the IFAD 11- Action Plan for youth mainstreaming which calls for evidence-based policy engagement and partnerships – learning from experience to help rural young women and men achieve their potential.

Direct and indirect target group

3. Main project target groups:
 - (i) Young Nigerian men and women living in rural areas. The VCDP targets 135,000 smallholders (49per cent women and 51per cent women). Within this group 54,000 are youth of which 51per cent are young men (27,500) and 49per cent are young women (26,500); and
 - (ii) The GoN, and the national institutions who play a leading role in the policy making for rural youth in agricultural value chains.
4. Indirect target groups are development partners in Nigeria who will use the data and evidence collected by the Project to identify success factors and share lessons about the effectiveness of their support.

Goal, objectives and expected outcomes

5. Based on the collaborative partnership between GoN, IFAD, ILO, and OECD, the project objective is to step up the knowledge base on rural youth engagement in agriculture using rigorous data and evidence-based analyses to inform policy making at all levels of government. The specific objectives are to:

- (i) Determine measures of success (indicator framework) for rural youth in agricultural value chains in the context of their economic and social performance. Indicators should be limited in number; simple, policy-relevant; consensus-based, in line with international norms and standards; relevant to all other countries; and disaggregated to track progress for young women¹¹. Rural youth focus groups will help inform this framework.
 - (ii) Profile rural youth along the value chains in Nigeria against the above measurement framework.
 - (iii) Steer policy dialogue for more effective development co-operation to help curb current trends in rural youth unemployment and working poor in Nigeria. The OECD/UNDP-hosted Global Partnership for Effective Development Cooperation (GPEDC) will capitalize on the collaborative work of IFAD, ILO and the OECD Development Centre to explore informed and multi-stakeholder policy dialogue on the effectiveness of development cooperation in support of rural youth employment.¹²
6. The project will generate the following outputs/outcomes in Nigeria:
- key success factors for profitable and sustainable youth employment and entrepreneurship;
 - Profile of youth employed in agricultural value chains;
 - Benchmarks for successful youth engagement;
 - Statistics on youth employment and entrepreneurship in agricultural value chains;
 - Strengthened national capacities for labour market statistics;
 - Good practices of effective development cooperation for rural youth employment; and
 - Policy groups to discuss inclusion of new frameworks and benchmarks.

Key activities by component

Component 1. Develop framework to measure success of rural youth in agricultural value chains (ILO Led): This work will be done jointly with the NBS to strengthen capacities to periodically generate and analyse labour market information on rural youth in a sustainable manner.

Component 2. Diagnosis of youth employment in agricultural value chains (OECD-DEV-Led)

- The project will Analyze data on rural youth employment in agricultural value chains against the above mentioned measurement framework
- The project will generate profiles of Nigeria's young rural entrepreneurs and the characteristics of their businesses to inform the Government on the effectiveness of rural youth policies

Component 3: Policy engagement and Influence (co-led by IFAD, ILO and OECD)

7. The project will leverage the evidence generated on rural youth employment in Nigeria to inform existing national, regional and global platforms on rural youth employment challenges to sharpen policy and investment approaches. These dialogues will also include stakeholders such as the private sector, social partners and youth organizations.

Grant recipients

8. The project will be implemented collaboratively with leading international organizations and in consultation with stakeholders. The grant recipients are the International Labour Office (ILO), the Development Centre of the OECD, and the Development Co-operation Directorate of the OECD.

¹¹ Ibid.

¹² Based on "Indicators and a Monitoring Framework for the Sustainable Development Goals: Launching a data revolution for the SDGs"; the Sustainable Development Solutions Network, Report to the UN Secretary General, May 2015

Components, Outcomes and Activities of VCDP AF2019

VCDP implementation approach

1. The starting point of VCDP's approach remains Value Chain Analysis (VCA) which provides the basis for a commodity-specific Value Chain Action Plan (VCAP) at each LGA level. The preparation of the VCAP involves representatives from major value chain actors. The value chain approach is participatory to ensure that the plan responds to identified needs, and the focus and scope of interventions varies among the LGAs depending on the outcome of the VCAP.
2. The original design of VCDP did not mainstream the issues of climate change, financial inclusion, and nutrition and gender transformation at the level it requires today. However, VCDP promoted some interesting activities that have shown the potential to be scaled up, for instance intercropping of legumes of cassava as well as mulching with residues, the use of energy-efficient "false bottom" parboilers in rice processing, the introduction of early maturing rice varieties, the provision of drainage systems to control flood, as well as the promotion of crop insurance and input financing by private off-takers. Building on these, the AF2018 provided dedicated resources to start integrating these issues into the programme's approach. The AF2019 will purposively deepen VCDP's approach in these areas to move its impact to the next level.

VCDP Components

3. VCDP remains structured around three complementary components at the root of its successful market-led approach; i.e.: (i) agricultural market development; (ii) smallholder productivity enhancement; and (iii) programme management and coordination. Under each component, Outcomes and activities were updated to reflect the renewed emphasis on gender transformation, climate change and nutrition, as well as financial inclusion.

Component 1: Agricultural market development (US\$180.7 million)

4. VCDP's objective under this component is to enhance the profitability of smallholder farmers and small/medium-scale agro-processors by improving their access to markets and their capacity to add value to raw materials. This is achieved by (a) facilitating the linkages between FOs and value chain operators and (b) easing critical infrastructure constraints to the production, processing, storage, handling and marketing of farm produce and their processed products. The component is divided into two sub-components, i.e. (i) Support to value addition and market linkages, and (ii) Support to value chain infrastructure. Activities follow a beneficiary demand-led approach. Support is provided through FOs, value chain organizations, private sector/Business Membership Organizations (BMOs) and selected MSMEs.

Sub-component 1.1: Support to value addition and market linkages (US\$76 million)

Expected outcome: Increased value addition and access to markets realized by beneficiary small and medium-sized producers and processors.

5. VCDP interventions consist of an integrated set of activities at macro, meso and micro levels. At the macro level, VCDP supports (a) the improvement of the policy and regulatory framework for value chain development, (b) the establishment of quality control, grading and standardization systems, and (c) the expansion of Agricultural Market Information Systems (AMIS). At the meso level, the

programme (a) fosters linkages between smallholder farmers and agro-processors and market operators, (b) strengthens the business management capacity of value chain organizations, and (c) links agro-processors and market operators to financial service providers and/or existing agricultural and rural finance projects. At the micro level, the programme promotes the adoption of improved processing, storage, packaging and handling technologies.

Update

6. VCDP's approach and activities are updated to:
- Address the issue of low performance in the cassava value chain. VCDP will undertake an updated market analysis of the cassava sub-sector to support the Federal Ministry of Agriculture and Rural Development in the identification of structural and policy issues constraining marketing of cassava products and import substitution. VCDP will conduct location-specific studies at state/LGA levels to establish the demand and structure of production, processing and marketing for cassava products (garri, flour, fufu, starch, ethanol, yellow cassava, etc.). The studies will provide evidence (a) on the sub-products with the highest market potential, (b) to improve linkages of smallholders with the market under a model similar to rice, (c) to define the business model to support cassava processing at beneficiary levels; and (d) to identify the enterprise nodes where women have a comparative advantage. The study will also inform modalities to support cassava processing centers as business units that drive cassava production and processing in targeted communities (sub-component 1.2). It will also highlight specific strategies and activities related to issues of climate change, gender, nutrition and financial inclusion that could be implemented.
 - Dedicate technical and financial resources for the institutionalization of CAFs across states/LGAs through (a) a categorisation of CAFs (strong, moderate or weak); (b) capacity building plans according to their categorization; and (c) the establishment of a CAF in new states/LGAs. Capacity building plans will include (i) trainings and targets to improve women's participation at all levels of the value chains; (ii) support (including business plan development) to selected off-takers to expand services to smallholder farmers, including young men and women, on a cost sharing basis. An estimated total of 27 off-takers will be targeted mainly for the cassava value chain (three per state in average).
 - Upgrade to a market information system 2.0. To date, over 20,000 stakeholders are using the VCDP-supported market information platform (AMIS). The aim is to increase this number to 81,000 users (60 per cent of targeted beneficiaries) by 2024. The objective is to upgrade to a web-based platform to increase outreach and facilitate tracking of transactions between users. In each state, the programme will support the leadership of the CAF with capacity training to take ownership of the platform for sustainability.
 - Improve linkage with financial institutions: Access to loans to finance business needs of the farmers, processors and market operators remains a challenge due to the lack of tailored financial products. VCDP activities will now include support to selected financial institutions to develop relevant strategies, products and delivery models for the different categories of VCDP beneficiaries with attention to the specific needs of women and youth. Implementation modalities will include:
 - (a) A partnership with GIZ funded AgFin Project: VCDP is in the process of signing an MoU with AgFin, which combines training of potential bank clients to make them "bankable" with technical assistance to commercial banks to offer services adapted to smallholder farmers and possibly agri SMEs. Partnerships will include commercial smallholder farmers linked to reliable off-takers as a way to mitigate the risk of lending for the banks and agri SMEs supported by VCDP.

(b) For beneficiaries not covered under the MoU with AgFin, VCDP will enter directly into partnerships with selected financial institutions regulated by the CBN for the provision of technical assistance. The CAF will be involved in the competitive process of identification and selection of the financial institutions, and a budget will be allocated for the TA under a performance-based MoU (main indicator being actual delivery of services to the programme beneficiaries). It is expected that financial institutions will be linked with relevant CBN and NIRSAL schemes.

- Enhance women's business management skills: Building on VCDP's Training of Trainers (ToT) approach and coaching/mentoring,¹³ the programme will train female entrepreneurs to enhance their performance in record keeping and business management to own and operate their business sustainably. Service providers will strive to reach 50 per cent participation of women field staff to meet the need of women beneficiaries. Training schedules will be organized in a manner that is convenient for women in terms of frequency, timing and duration, and venue. The programme will target an additional 4,000 women in processing facilities to bring the total target to at least 9,000.
7. Regarding mainstreaming activities, the programme will, among other things, (i) support the Federal Ministry of Agriculture and Rural Development for dialogue on measures to address gender gaps in agriculture; (ii) be an active participant in various fora on nutrition and use the opportunity for advocacy on increased investment in nutrition, (iii) conduct an acceptability study on pro vitamin A cassava to enable development of appropriate support not only on consumption but also to create markets for farmers, (iii) promote green energy and clean environment by carrying out a profitability analysis for briquettes and cassava peel conversion to support interested entrepreneurs; (iv) train processors on environmental sustainability and climate change; (v) improve awareness on health, environment and safety standards and food production hygiene; (vi) establish drying slabs for cassava and rice; (vii) support the establishment of fuelwood plantations; (viii) conduct periodic environmental audits of processing facilities; and (ix) support cooking demonstrations at processing sites for improved nutrition. For enhanced sustainability, VCDP will continue to work through existing service providers, public/private organizations and/or NGOs.

Sub-component 1.2- Support to climate resilient value chain infrastructure (US\$104.7million)

Expected outcome: Demand-driven infrastructure for improved access to markets realized and sustainably managed by the beneficiary communities.

8. VCDP supports the improvement of (a) feeder roads connecting production areas to market and processing outlets by rehabilitating the existing feeder roads and constructing critical new ones, (b) market, processing and storage facilities through the construction/ rehabilitation of agro-processing and marketing infrastructure (stalls, stores, structures for agro-processing units and related ancillary works), and (c) water supply through provision of safe, adequate and sustainable water supply to these processing and market facilities by constructing new schemes and rehabilitating existing ones.

Update

9. Improvement of feeder roads: The programme has supported the development of 246 km of roads. An additional 174 km of roads with less than 10km per portion are planned to cover new states and LGAs, in particular to link new land

¹³ 1,210 people trained out of which only 29 per cent women, while majority of processors are women.

developments planned for women. A total of 520 km will thus be completed by 2024. VCDP will align with the Nigerian standard for establishment or rehabilitation of feeder roads; as such roads must be climate resilient.

Improvement of market, processing and storage facilities

10. Processing facilities: VCDP will no longer support small-scale home-based processors or isolated (stand-alone) processors because the approach has not worked. To build on best practices, VCDP will support the establishment of “semi-industrial” processing centers, both for rice and cassava that meet market requirements including hygiene, quality standards and environmental management. Based on the outcome of the cassava value chain analysis, more focus will be on cassava processing to strategically increase women’s participation. In the context of the poor performance of collectively managed enterprises, VCDP will support a private-based management model. Depending on the locations – culture/social setting and business environment (to be determined during the study) – two models will apply; i.e.
 - Model 1: A complete line of processing activities, owned/managed by one entrepreneur. For instance, in the case of garri business, this means from peeling to garri frying; or
 - Model 2: Different business segments in the processing chain owned or managed by separate individual entrepreneurs.
11. In the case of the first model, the processing facilities (machineries and related applications) will be owned/managed by one entrepreneur who will provide services to clients. In the case of the second model, the different entrepreneurs will own different processing facilities in the center. The entrepreneurs in each model will be supported by a VCDP matching grant. The cluster FOs will have full ownership of the business premises comprising the building, electricity, water borehole and physical environment funded by VCDP in line with matching grant stipulation. FOs will collect the maintenance levy and utilities bills from the users (entrepreneurs) for sustainability. Women FOs will be specifically targeted to own the business premises as a strategy to increase their participation in commodity value chain and business management skills. Youth will be prioritized, and preference given to female youth entrepreneurs. Whichever model is adopted, it is expected that at least 30 women will be engaged in processing activities in each processing centre, either as entrepreneurs or employee. To further encourage women’s participation, VCDP will finance the establishment of child-care spaces at processing sites to ensure the care and safety of children. Guidelines on minimum quality standards and terms of use for these child-care corners will be developed. Each semi-industrial processing centre will be solar-powered using the UNDP-MSME standard as demonstrated in OFADA Rice Processor in Ogun State. Presently 24 processing centres have been provided. For this update, VCDP targets an additional 171 processing centres by 2024 for rice and cassava (AF2018-40 processing centres, AF2019- 131 processing centres). This means an average of three processing centres per LGA owned and managed mostly by women.

Climate resilient market and storage facilities:

12. Presently 39 markets (327 stalls), and 276 storage facilities have been provided.¹⁴ VCDP will support the construction/rehabilitation of 120 additional market centres (AF2018-60 and AF2019-60). Each market centre will contain 5 stalls and 10 open commodity shade storage facilities, making it a total of 600 stalls (and 1,200 commodity storage facilities for AF2019). This is another strategic area that will bring more women into the programme, as about 60 per cent of the stores will be allocated to women using selection criteria to be established by the programme/women groups. Through matching grants, VCDP will promote the use

¹⁴ 60 markets and 515 commodity stores/bulking centres are planned by end of AF1 in 2022.

of durable engine-run tricycles equipped with trailers to move produce from the farms to the market.

Water supply:

13. 63 drinking water systems have been constructed or rehabilitated, all solar-powered. VCDP will maintain the model by providing drinking water (borehole) in the new processing centres and market commodity centres to bring it to a total of 436 boreholes/drinking water points (AF1- 158 and AF2 - 215).
14. VCDP will retain its implementation modalities. However, it will clearly define the maintenance mechanism for rural roads and community infrastructure and work with local government authorities to facilitate the establishment of an agricultural road maintenance team.

Component 2- Smallholder Productivity Enhancement (US\$106 million)

15. The component objective is to enhance smallholder farmer productivity on an economically and environmentally sustainable basis to increase incomes and employment, improve food security and reduce poverty. The component has two subcomponents: (i) strengthening of FOs; and (ii) support to smallholder production.

Sub-component 2.1- Strengthening of farmers' organizations (US\$ 34.1 million)

Expected outcome: FOs in programme areas effectively serve their members (facilitating access to inputs, improved technologies, credit and information).

16. Under this sub-component, VCDP will continue to support FOs in the preparation of Value Chain Action Plans and capacity building. Main programme activities are: (i) selection of FOs and support for VCAPs through participatory needs assessment and prioritization of activities; (ii) capacity-building of FOs in the areas of group dynamics, good governance, enterprise planning and management, participatory monitoring and evaluation and functional literacy; (iii) support for registration and development of by-laws for FOs, and (iv) support for apex organizations including women's organizations. New groups will also be supported for formalization to ensure that all groups are registered. The programme will also continue its support for Apex Value Chain Groups (AVCG) in new states and enhance their capacity to deliver services to their members. Under AF2 about 1,750 FOs will be selected to reach 35,000 additional beneficiaries for rice or cassava. Out of these around 1,570 will be production FOs and 180 processors/ traders FOs.

Update

17. Selection of FOs: To increase the participation of women, service providers will be asked to employ more women staff (at least 40 per cent) for the training of women, giving consideration to time and venue, and child-care spaces for nursing mothers. The programme will conduct advocacy with traditional rulers and religious leaders to ensure buy-in in the gender transformative approach of VCDP. VCDP will improve results in GALS through training of more staff and stakeholders.
18. Youth capacity-building: Building on the findings of the youth grant, a more dynamic and differentiated approach to youth employment will be further explored, above all for those young people who are not participating in organized groups. Beyond the creation of self-employment opportunities through the provision of matching grants and start-ups - the wage-employment path will be pursued by strengthening the employability competencies and skills of youth using modernised tools and methods to provide them with technical, managerial and entrepreneurial skills to make them more attractive for the labour market and increase their placement opportunities.
19. Nutrition: VCDP will (i) deploy training manuals on Essential Nutrition Actions (ENA) and Essential Hygiene Actions (EHA); and (ii) train select mothers/fathers on

ENA/EHA/consumption of diversified diets/planning and budgeting for food and facilitate step-down training through the ToT approach.

Financial inclusion: For smallholder farmers to sustain and develop their enterprise beyond the matching grant support, VCDP will strengthen its financial inclusion strategy as follows:

- (i) The programme will develop a comprehensive financial literacy programme for farmers to have a better understanding of financial concepts and services and empower them to make the right decisions on business and household budget management. This will be done in partnership with the GIZ funded AgFin programme and through existing service providers for the beneficiaries not targeted by AgFin, through a ToT approach (two members per FO - one man and one woman). The updated financial strategy will include the building of savings at group and individual levels for beneficiaries to self-finance their business, to reduce borrowing needs and lower financial costs. Specific savings strategies will be designed for women and youth. This will also allow beneficiaries to build a track record with the financial institutions and mobilize collateral.
 - (ii) Provide (demand-led) technical assistance to selected financial institutions for the design of agricultural finance strategies and delivery of adapted financial services (savings, loans and payments), under performance-based MoUs. The programme will ensure that adapted products are designed for women and youth. This will be done through a partnership with AgFin.
20. Since the focus of the AF is now to increase the long-term enterprise development path beyond the matching grant support, the capacity building plan will include key training modules on post capacity development, such as post-mentoring coaching, follow-ups with the trainees, together with support services and an incentives/recognition system that complement the capacity development activities.
21. Activities are carried out by individual consultants or consulting firms/NGOs, in collaboration with relevant government ministries and agencies, under the overall coordination of the State Programme Management Unit (SPMU). Service providers are contracted to coordinate implementation and are responsible for organizing training sessions and registration of FOs, under the overall coordination of the SPMU.

Sub-component 2.2: Support to Smallholder Production (US\$71.8 million)

Expected outcome: Production and productivity of rice and cassava smallholder farmers in the programme areas increases.

- 22. Under this component, VCDP facilitates access of FOs to improved planting materials of cassava, quality seeds of rice, fertilizers and agro-chemicals, improved production techniques and mechanization for land preparation and harvesting.

Update

- 23. Assessment of the cassava planting material supply chain. The assessment was carried out for the rice supply chain and guided the implementation of VCDP's support in this area. The planned market analysis on the cassava value chain (component 1) will look into the chain for cassava planting material to bring information on the demand and supply need.
- 24. Strengthening quality control. VCDP provided Agriculture Development Programmes (ADPs) with six Small Seed Testing Laboratories, one in each of the first six states working with the National Agricultural Seed Council (NASC) which has the national mandate for quality assurance. AF2018 will finance the set-up of seed laboratories for the three new States of Enugu, Nasarawa and Kogi. AF2019

will provide capacity building support to the programme team to enable the participating states to expand outreach beyond VCDP commodities.

25. Production and dissemination of improved planting material of cassava and certified seeds of rice. VCDP has largely focussed on supporting youth entrepreneurs for the provision of improved rice seeds and improved varieties of cassava stems to farmers. Evidence shows that their enterprises are very profitable and attract youth into agriculture. Under AF2018, VCDP plans to train an additional 45 rice seed and 30 cassava stem youth entrepreneurs to cover the three new states. An additional 60 youth will be supported in the new states under AF2019 with emphasis on young women.
26. Promotion and dissemination of sustainable and climate resilient agricultural practices. Through VCDP support on GAP, baseline yields of rice of 2MT/ha increased to 4.5 MT/ha on average. Cassava yield increased from 10 MT/ha to 25 MT/ha on average. The aim is to increase yields to 30MT/ha for cassava by the end of the programme to inject competitiveness in the value chain, and to maintain yields achieved for rice. In the area of production, VCDP's support will be stepped up as follows:
 - Farmers Field Business School (FFBS): This will continue especially for proven cassava business models. In this context, VCDP will support exchange visits to the Delta State to learn from the Cassava Processing for Export (CP4E) model of the state.
 - GAP and adaptation to Climate Change: VCDP is recruiting environment and climate change specialists for each state to support training of farmers on climate smart agricultural practices and environmental sustainability and climate change. VCDP will support the Nigerian Meteorological Agency to improve seasonal weather prediction and forecasts for agriculture. The programme will continue linking farmers with NAIC, but for sustainability it will now be promoted under a matching grant mechanism, rather than fully subsidized as done during the pilot.
 - Extension services: VCDP will continue contracting private service providers on performance-based contracts. To ensure an increase in participation of women and efficiency of the training, service providers will be expected to work with at least 40 per cent women staff to provide extension services to women. ToT and training schedules will be adapted to women's specific constraints.
27. Land development. To address the issue of access to land by women and lack of equipment, the new financing programme will support the development of 2,000 ha targeting women as a key measure to improve women's participation in commercially oriented agricultural production.
28. Access to fertilizer and agro-chemicals as well as to improved cuttings and certified seeds. To date, VCDP has supported farmers with seeds, stem cuttings, fertilizers, herbicides and insecticides on a matching grant basis. The main challenge is the difficulty of many farmers, especially women, to mobilize their contribution for the matching grants. AF2019 will revise the matching grant modalities for inputs as follows, for men and women: 30 per cent contribution by the farmer in year one and 70 per cent in year two for men; 20 per cent contribution in year one and 60 per cent in year two for women. Additional equipment will also be considered to increase labour saving options, namely, transplanters and harvesters for rice and planters for cassava based on the existing matching grant modality. With regard to access to farming equipment for FOs engaged in the provision of services to others, the matching grant contribution will be reduced to 20 per cent for women, as a specific support measure. Additional equipment will also be considered to increase labour saving options for women, namely, transplanters and harvesters for rice and

planters for cassava, as well as personal protective equipment for spraying certifications.

29. Irrigation and water control. The programme has supported irrigation sites totalling 6,761 ha of land for dry season irrigation including the construction of flood protection dykes. This has enabled double and, in some cases, triple cycles of production, with improved productivity. VCDP will extend 3,000 additional hectares under AF2018. A provision is made to add 2,000 ha under AF2019 specifically targeting women.
30. Nutrition and conflict management: VCDP will support women to establish mixed home gardens for homestead food production, as part of the training by extension service providers. It will also support mechanisms to compensate farmers and processing centres for conflict related damages, which are significantly affecting the programme beneficiaries, who have had in many cases to abandon their farms. It will explore the option of supporting NAIC to develop insurance products (with state subsidy) or for states to allocate a specific budget to offset losses arising from conflict. CAF will be supported to provide dedicated services to members in conflict mitigation measures especially as it affects farmers/herders.
31. The programme will retain its implementation modalities of VCDP as per initial design. To ensure sustainability, it will build more synergy between the private sector extension providers and the ADP system in order to strengthen the public sector in its provision of effective extension support to farmers.

Component 3: Programme coordination and management (US\$33.8 million)

32. This component will ensure that the programme is efficiently and effectively managed to achieve expected results. It will maintain the two-tier programme management structure, comprising the NPMU at the federal level, and the SPMU at the state levels. Updates on programme management are provided in Section III below.

Programme expected outcomes

33. VCDP expected outcomes through Component 1, Agricultural Market Development, are: (i) Increased value addition and access to markets realized by men and women beneficiary smallholder farmers as well as small and medium-scale processors; (ii) Demand-driven infrastructure for improved access to markets realized and sustainably managed by the beneficiary communities. Achievement of outcomes will be measured by the following indicators:
 - 94,500 supported rural men and women led enterprises or smallholders reporting an increase in profit (70 per cent of total direct beneficiaries).
 - 84,700 smallholder farmers (70 per cent of supported farmers) formally linked with cassava or rice off-takers.
 - 108,000 men and women farmers and processors (80 per cent of total direct beneficiaries) associated with the cassava or rice value chain accessing formal financial services leading to financial inclusion.
 - 195 processing centers and 60 market centers, 300 commodity storage facilities constructed or rehabilitated with integration of sustainable environmental management practices.
34. Expected outcomes under Component 2, Smallholder Productivity Enhancement are: (i) FOs in the programme areas effectively serve men and women members; (ii) production and productivity of men and women rice and cassava smallholder farmers in the programme areas increase. Achievement of outcomes will be measured by the following indicators:

- 6,300 rural producers' organizations supported in productivity enhancement with climate and environmental adapted agronomic practices as well consideration for fortified products from a nutrition perspective.
 - 5,670 supported rural producers' organizations members reporting new or improved services provided by their organization including support for financial inclusion.
 - Increases in yields for rice and cassava produced by target men and women smallholder farmers (100 per cent for rainfed rice, 200 per cent for irrigated rice, and 200 per cent for cassava).
35. Expected outcomes under Component 3, Programme Management and Coordination, are: Programme efficiently and effectively managed to achieve planned developmental and gender transformative results with knowledge management, gender, nutrition, and climate change/environmental and financial inclusion considerations integrated in all aspects of management.
36. Outcomes will be disaggregated by age to support effective youth participation.